

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : courriers post-remaniement

(Point actualisé, en prenant en compte les courriers reçus ce week-end)

1. Les réactions sont plus nombreuses, et toujours très défavorables (97%). Trois ordres de critiques se dégagent :

- le choix de personnalités, pour une moitié des courriers :
 - essentiellement la nomination des personnalités issues **d'EELV** : J.-V. Placé est le plus ciblé, accusé d'être « *un opportuniste éhonté* » qui « *s'arroge le droit de ne pas payer ses contraventions parce qu'il est sénateur* » ; tandis qu'E. Cosse « *inquiète* » quelques professionnels du bâtiment. Est également pointée la situation de cumul de ces deux entrants.
 - celle de **Jean-Marc Ayrault** fait réagir (un peu moins) des correspondants qualifiant de « *catastrophique* » un retour après avoir « *échoué au gouvernement* ».
 - l'utilité des **nouveaux secrétariats d'Etat** (« *pleins de vide* ») est pointée. En revanche, assez peu font part de leur mécontentement de voir le droit des femmes accolé à la famille et à l'enfance.
 - plus à la marge : quelques-uns déplorent l'éviction de Fleur Pellerin et le manque d'égard dont elle aurait été victime.
 - quelques autres (également à la marge) regrettent le maintien de Manuel Valls dont la « *loyauté* » envers le Président et « *la gauche* » est questionnée.
- le caractère « tactique et politicien » de ce nouveau casting gouvernemental, « *non-événement pour les Français* », est pointé dans 30% des courriers : « *Vous faites de la basse politique en offrant des postes à des formations politiques afin de tenter de vous les allier lors de la prochaine élection. Si vous aviez à cœur de servir vraiment les Français, vous auriez cherché les meilleurs dans les domaines où c'était nécessaire* ».

A noter que la **déception et l'incompréhension sont grandes chez les sympathisants socialistes qui représentent la moitié de ces messages** (« *C'est la goutte d'eau, je jette l'éponge* »). **La plupart annoncent renoncer à voter pour François Hollande en 2017**, préférant s'abstenir, voter blanc ou pour un candidat de l'opposition : « *J'en suis à envisager de participer aux primaires de la droite pour pousser une candidature Juppé pour éviter Sarkozy et Marine Le Pen* ». « *La soif du pouvoir vous éloigne de vos citoyens qui votent par dépit à l'extrême ou qui ne votent plus (comme moi). Ne pas pleurer si le FN que je déteste prend de l'ampleur, vous faites tout pour le rendre fort et important* ».

- Le reste des critiques (20%) se concentre sur la hausse du nombre de portefeuilles gouvernemental : « *on passe de 33 à 38 ministres, où sont les économies ? Et nous retraités on nous réduit nos acquis* ». « *Quatre ministres s'en vont, 10 arrivent, bravo, c'est encore nous qui payons* ».
- A la marge :
 - 3 personnes n'ont pas compris les modifications intervenues dans l'ordre protocolaire, en particulier la 2^{ème} place accordée à Ségolène Royal (« *favoritisme* ») et la situation de la ministre du travail, placée avant le ministre de l'intérieur et de l'économie (« *ridicule* »).
 - la diffusion de la composition du nouveau gouvernement via les réseaux sociaux est décriée par 2 correspondants déplorant « *un manque de solennité* » et « *une confusion entre jeunisme et modernité* ».
 - enfin, **deux correspondants ont accueilli favorablement la nouvelle équipe gouvernementale** composée de « *sensibilités nouvelles* » et « *compétentes* », à l'instar d'Audrey Azoulay.

Les questions d'actualité du SIG permettent de compléter (et nuancer quelque peu) ces appréciations : **si les verbatims y faisant référence sont, à l'image des courriers, souvent assez durs, 57% des Français disent « ne pas avoir vraiment d'avis sur la question » (y compris 62% à gauche)**. Parmi ceux qui en ont un, 34% se disent « *plutôt mécontent* » contre 9% « *plutôt satisfait* » (à gauche : 25% de mécontents, 13% de satisfaits).

2. L'annonce d'un **référendum local sur Notre Dame des Landes** a beaucoup moins fait réagir à ce stade. Les réactions sont cependant plus positives :

- 40% saluent « *une solution qui permet de sortir dignement et surtout démocratiquement de cette situation qui n'a que trop duré* » ;
- 40% condamnent cette décision qui ferait apparaître la « *faiblesse* » de l'Etat (envers les « *zadistes qui dégradent* » ou plus généralement montrant une incapacité à décider) ; ou serait un geste de « *mépris* » pour les procédures judiciaires et les élus locaux. Plus marginalement, quelques-uns pointent des considérations électoralistes (« *tout ça pour élargir votre base électorale aux écologistes !* »).
- enfin les modalités d'organisation du référendum font l'objet de commentaires très réservés de la part de 20% d'intervenants. A noter 2 habitants de la région opposés à l'idée d'un périmètre de consultation limité au département de la Loire-Atlantique.

Adrien ABECASSIS